

6.10

Autres décisions

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Décision N° 2007-PDG-0059

CI Master Limited Partnership

Vu la demande présentée par CI Master Limited Partnership (la « société en commandite ») et CI GP Limited (le « commandité ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 13 octobre 2006 (la « demande »);

vu la demande présentée conformément à l'*Avis 12-201 relatif au régime d'examen concerté des demandes de dispense* (le « régime d'examen concerté ») en vertu duquel l'autorité principale est la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (l'« autorité principale »);

vu l'article 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1;

vu le *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »);

vu la Norme canadienne 14-101, *Définitions* et les termes définis suivants :

« société de gestion » : CI Investments Inc. et ses prédécesseurs;

« structures de financement » : structures utilisées par la société en commandite et douze autres sociétés en commandite, entre 1989 et 1997, afin d'offrir des parts de société en commandite aux épargnants en vue de réunir des fonds pour verser des commissions aux courtiers inscrits qui vendaient des titres de divers organismes de placement collectif gérés principalement par la société de gestion selon le mode de souscription avec frais reportés (les « titres souscrits avec frais reportés »);

« frais de placement » : un montant calculé sous forme de pourcentage annuel, s'échelonnant entre 0,50 % et 0,90 %, de la valeur liquidative des titres souscrits avec frais reportés à l'égard desquels la structure de financement a versé des commissions aux courtiers;

vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q., c. A-33.2;

vu la demande visant à dispenser la société en commandite, à certaines conditions, de l'application du Règlement 81-107, à l'exception du paragraphe 2.1 de ce règlement (la « dispense demandée »);

vu la structure de financement statique et passive de la société en commandite, dont la seule activité consiste à recevoir des frais de placement;

vu la mise sur pied de ce type de structure de financement à cause des déductions fiscales qu'elles pouvaient offrir aux commanditaires, lesquelles ont été éliminées en 1998;

vu les dernières commissions sur des titres souscrits avec frais reportés versées aux courtiers inscrits en juillet 1997 et l'intention de la société en commandite de mettre fin à ses activités le ou vers le 31 mars 2016;

vu l'interdiction de la société en commandite, aux termes de son acte constitutif, de se livrer à toute autre activité;

vu la représentation faite quant à l'absence de toutes questions de conflit d'intérêts aux termes du Règlement 81-107;

vu les autres représentations faites par la société en commandite et le commandité.

En conséquence :

l'Autorité accorde la dispense demandée conditionnellement à ce que :

- 1) la société en commandite et le commandité ne soient confrontés à aucune question de conflit d'intérêts aux termes du Règlement 81-107;
- 2) la seule activité habituelle de la société en commandite consiste à recevoir les frais de placement.

La présente décision prendra effet à compter de la date du document de décision du régime d'examen concerté émis par l'autorité principale.

Fait le 19 mars 2007.

Jean St-Gelais
Président-directeur général